



26 janvier 2016

Journée de mobilisations dans la fonction publique

Tous et toute en grève !

Confrontés aux réformes tous azimuts, les agents de la fonction publique, connaissent aujourd'hui une très forte dégradation de leurs conditions de vie au travail.

Le projet de loi de finances 2016 valide une nouvelle année d'austérité et une nouvelle vague de suppressions d'emplois dans de nombreux secteurs.

En février 2016 vont se tenir des négociations salariales dans la fonction publique, ce qui n'est plus arrivé depuis des lustres !

Rappelons-nous que le point d'indice est gelé depuis le mois de juillet 2010 !

Au regard des bas salaires dont pâtissent un grand nombre d'agents, l'attribution d'un nombre de points uniforme pour tous les agents serait un minimum !

Mais nous revendiquons aussi la revalorisation du point d'indice qui est l'élément de référence de nos rémunérations.

Au Ministère du Travail, de l'emploi et de la Formation Professionnelle, la DRH a fait le choix d'être « précurseur » dans la mise en place du RIFSEEP.

C'est un véritable fiasco dans la mise en place : les agents de catégorie C, qui devraient être déjà concernés par la réforme ne connaissent ni la classification de leur poste, ni comment cette classification a été faite !

Bientôt viendra le tour des secrétaires administratifs, des attaché-e-s d'administration, puis des contrôleur-e-s du travail et des inspecteur/trices du Travail !

Classifier sur des fonctions évaluées dans la plus grande opacité, diviser les agents en attribuant des parts de rémunération « au mérite », ce n'est pas ce RIFSEEP qui augmentera nos salaires !!!

Il nous faut aussi une réponse forte des agents contre

- les restructurations incessantes ;
- les diminutions d'effectifs (10 % des postes supprimés en 4 ans, -150 prévus en 2016,) ;
- la charge de travail croissante;
- le gel du point d'indice et la répartition opaque du reliquat 2015 ;
- les outils d'un **management dirigé contre les missions et les agents**

Au Ministère de l'Economie, le rapport, rendu public récemment, sur l'organisation et le fonctionnement des services déconcentrés en charge de la mise en œuvre des missions de la DGCCRF aux niveaux régional (DIRECCTE) et départemental (DDI) ne répond aucunement aux attentes et aux revendications maintes fois exprimées par les agents CCRF.

Pour ces agents, la journée de mobilisation du 26 janvier, est l'occasion aussi de réaffirmer leur volonté pleine et entière d'une sortie réelle de la Réate qui passe notamment par :

⇒ **une gestion nationale des missions et des agents**

(rétablissement d'une chaîne de commandement CCRF et maintien des prérogatives des CAP)

⇒ **un maillage départemental sur l'ensemble du territoire.**

La mission concurrence doit être exercée au plus près du tissu économique.

⇒ **un recrutement à la hauteur des besoins**

(plus 400 emplois au niveau national, c'est le minimum !).

Tous ensemble, en grève et dans la rue, pour nos revendications communes!

De meilleurs salaires !

Des créations d'emplois statutaires, à hauteur des besoins !

Des moyens financiers à la hauteur des besoins du service public !

Un service public de qualité et de proximité garant de la cohésion sociale !

Contre le RIFSEEP !

Rejoignons nos cortèges syndicaux à Montparnasse à 14h !

Pour les agents du Ministère du Travail, rdv à 13h30,

Angle Boulevard Montparnasse et rue Montparnasse devant l'église ND des Champs.

Tous et toutes en grève le 26 janvier !